

LA FIN DE L'HYPERINFLATION AU CONGO AVEC LES PROGRAMMES ECONOMIQUES INSPIRES DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

Par

KASONGO MUNGANGA Constantin

Professeur d'Economie à la Haute Ecole de Commerce de KINSHASA

Monétaire

Téléphone (+243) 81 71 50 231

84 68 36 275

RÉSUMÉ

Plusieurs pays, dont la République Démocratique du Congo, ont connu des épisodes d'inflation élevée et de fortes pressions inflationnistes, entraînant des effets négatifs importants sur le pouvoir d'achat et la stabilité économique. Mais pour combattre un mal économique, il faut en identifier les remèdes appropriés, ce qui nécessite un diagnostic précis afin de déterminer les causes des déséquilibres observés et les politiques économiques adaptées. C'est le but de ce travail, qui consiste à étudier les déterminants de l'inflation et des pressions inflationnistes en République Démocratique du Congo sur la période allant de 2001 à 2012, période marquée par la transition post-conflit et les efforts de stabilisation macroéconomique. L'inflation en RDC est principalement générée par des déséquilibres structurels et macroéconomiques, notamment la faiblesse de la production nationale, la dépendance aux importations, les tensions sur les finances publiques et les fluctuations de la masse monétaire. Chronologiquement, les principales causes des pressions inflationnistes sont la fragilité de la reconstruction économique post-conflit, les déficits budgétaires récurrents, le financement monétaire partiel du déficit public, la dollarisation de l'économie, les chocs externes sur les prix internationaux ainsi que les anticipations inflationnistes des agents économiques.

ABSTRACT

Several countries, including the Democratic Republic of Congo, have experienced episodes of high inflation and persistent inflationary pressures, resulting in significant negative effects on purchasing power and economic stability. However, in order to address an economic problem, appropriate remedies must be identified, which requires an accurate diagnosis to determine the causes of observed imbalances and suitable economic policies. This paper aims to study the determinants of inflation and inflationary pressures in the Democratic Republic of Congo over the period from 2001 to 2012, a period characterized by post-conflict transition and macroeconomic stabilization efforts. Inflation in the DRC is mainly driven by structural and macroeconomic imbalances, including weak domestic production, dependence on imports, public finance pressures, and fluctuations in money supply. Chronologically, the main causes of inflationary pressures include post-conflict economic fragility, recurrent fiscal deficits, partial monetary financing of the public deficit, dollarization of the economy, external shocks on international prices, and inflationary expectations of economic agents.

INTRODUCTION

L'inflation constitue un déséquilibre macroéconomique majeur susceptible de perturber gravement la stabilité économique et sociale d'un pays. Lorsqu'elle devient persistante et incontrôlée, elle entraîne la détérioration du pouvoir d'achat, la baisse du niveau de vie de la population ainsi qu'un climat d'incertitude défavorable aux investissements et à la croissance économique.

Au regard de ces effets néfastes, les autorités économiques des différents pays cherchent continuellement à mettre en œuvre des politiques de stabilisation capables de maîtriser les tensions inflationnistes. Toutefois, l'efficacité de telles politiques dépend avant tout d'une bonne compréhension des causes profondes du phénomène inflationniste dans chaque économie concernée.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent article, dont l'objectif est de faciliter la compréhension des déterminants de l'inflation et des pressions inflationnistes en République Démocratique du Congo durant la période allant de 2001 à 2012. Cette compréhension permettra aux décideurs publics de mettre en œuvre des politiques économiques crédibles et efficaces visant à préserver la stabilité du cadre macroéconomique.

Pour atteindre cet objectif, notre démarche consiste à analyser les principales théories explicatives de l'inflation ainsi que les réalités économiques propres à la RDC. En effet, bien que l'inflation soit généralement considérée comme un phénomène monétaire, ses causes diffèrent selon les caractéristiques structurelles, institutionnelles et économiques de chaque pays.

Traditionnellement, les causes de l'inflation sont expliquées par les approches monétaristes et keynésiennes. Cependant, l'évolution récente des économies en développement met également en évidence l'importance des facteurs structurels, budgétaires, institutionnels et externes dans la dynamique inflationniste.

En République Démocratique du Congo, les pressions inflationnistes observées entre 2001 et 2012 trouvent principalement leur origine dans plusieurs catégories de variables explicatives : la faiblesse de la production nationale et la dépendance aux importations (facteur économique), l'instabilité institutionnelle et les conséquences de la période post-conflit (facteur politique), les déficits budgétaires récurrents (facteur financier), les fluctuations de la masse monétaire et du taux de change (facteur monétaire), ainsi que les anticipations inflationnistes des agents économiques et la forte dollarisation de l'économie (facteur psychologique).

Ces différentes variables explicatives n'agissent pas de manière isolée. Elles entretiennent entre elles des interactions complexes faisant de certains facteurs les causes directes ou indirectes des autres, avec pour conséquence la formation de pressions inflationnistes persistantes et l'instabilité du niveau général des prix.

Ainsi, la maîtrise durable de l'inflation en RDC passe nécessairement par l'élimination ou l'atténuation des facteurs structurels et conjoncturels qui alimentent les déséquilibres macroéconomiques, condition indispensable à une croissance économique stable et durable.

1. Facteurs économiques : faiblesse de la production nationale, dépendance aux importations et fragilité de l'appareil productif

1.1. Les causes économiques structurelles : faiblesse de l'appareil de production et insuffisance des investissements productifs

L'économie congolaise demeure marquée par des faiblesses structurelles héritées des décennies antérieures, notamment la détérioration de l'appareil de production, l'insuffisance des infrastructures économiques ainsi que la faiblesse des investissements productifs.

Malgré les réformes économiques engagées après 2001, la République Démocratique du Congo continue à faire face à une faible capacité de production intérieure. Plusieurs entreprises industrielles fonctionnent en dessous de leurs capacités, tandis que d'autres ont cessé leurs activités en raison du manque d'investissements, des difficultés d'accès à l'énergie électrique, de la faiblesse du financement bancaire et du mauvais état des infrastructures de transport.

Cette situation a contribué à maintenir une offre intérieure insuffisante face à une demande de plus en plus croissante. Or, lorsque l'offre des biens et services n'évolue pas au même rythme que la demande, il en résulte des tensions inflationnistes caractérisées par la hausse généralisée des prix.

Par ailleurs, la faiblesse de la production nationale a accentué la dépendance du pays vis-à-vis des importations, notamment pour les produits alimentaires, les biens manufacturés et les produits pétroliers. Cette dépendance expose directement l'économie congolaise aux fluctuations des prix internationaux ainsi qu'aux variations du taux de change.

Ainsi, toute dépréciation du franc congolais entraîne une augmentation du coût des importations, laquelle se répercute automatiquement sur les prix intérieurs, aggravant les pressions inflationnistes.

En conséquence, la faiblesse structurelle de l'appareil productif constitue l'une des causes fondamentales de la persistance de l'inflation en République Démocratique du Congo durant la période 2001–2012.

1.2. Les conséquences économiques des conflits armés et de l'instabilité post-conflit : destruction de l'activité économique et climat d'incertitude

Bien que la période 2001–2012 soit marquée par le retour progressif de la stabilité politique et institutionnelle, les conséquences économiques des conflits armés des années précédentes ont continué à affecter négativement l'économie nationale.

Les guerres successives qu'a connues la République Démocratique du Congo ont provoqué la destruction des infrastructures économiques et sociales, la désorganisation des circuits de production et de distribution, ainsi que le déplacement massif des populations actives.

Dans plusieurs régions du pays, particulièrement dans l'Est, l'insécurité persistante a freiné les activités agricoles, commerciales et industrielles, réduisant ainsi l'offre des biens de consommation sur les marchés intérieurs.

Cette insuffisance de l'offre locale, combinée à une demande relativement croissante dans les centres urbains, a entretenu des tensions inflationnistes durant plusieurs années.

Par ailleurs, l'instabilité sécuritaire et institutionnelle a contribué à maintenir un climat d'incertitude peu favorable aux investissements nationaux et étrangers. Les investisseurs demeuraient prudents face aux risques politiques, sécuritaires et économiques, limitant ainsi l'expansion des capacités productives du pays.

Cette situation a favorisé le développement des activités spéculatives et commerciales au détriment des investissements productifs créateurs de richesse réelle.

Le ralentissement des investissements et la faiblesse de la production nationale ont ainsi contribué à la persistance des déséquilibres entre l'offre et la demande, alimentant durablement les pressions inflationnistes en République Démocratique du Congo.

2. Facteur politique : instabilité politique, conflits armés et gouvernance économique fragile (2001-2012)

2.1. La transition politique et la reconstruction institutionnelle

Après la période d'hyperinflation aiguë de 1990 à 2001, la République Démocratique du Congo est entrée dans une phase de transition politique marquée par la réunification progressive du territoire national, la mise en place des institutions de transition et l'organisation des élections de 2006.

Cette période a permis un certain retour de la stabilité macroéconomique grâce aux programmes d'ajustement économique appuyés par les institutions financières internationales et à l'adoption de politiques monétaires et budgétaires plus restrictives. Toutefois, malgré cette amélioration relative, le climat politique demeura fragile et continua d'alimenter des pressions inflationnistes récurrentes.

En effet, les tensions politiques liées au partage du pouvoir, les lenteurs dans les réformes institutionnelles, les difficultés de gouvernance ainsi que la faible capacité administrative de l'État ont entretenu un environnement d'incertitude économique. Cette situation a réduit la confiance des investisseurs, freiné l'expansion de la production intérieure et favorisé la dépendance excessive vis-à-vis des importations, lesquelles exposent fortement l'économie congolaise aux fluctuations du taux de change et aux chocs extérieurs.

Par ailleurs, la faiblesse de l'autorité de l'État dans certaines provinces a favorisé le développement de circuits économiques informels échappant au contrôle fiscal et monétaire des pouvoirs publics, limitant ainsi l'efficacité des politiques de stabilisation.

2.2. Les conflits armés persistants et leurs effets inflationnistes

Bien que les accords de paix aient permis la fin officielle de la guerre, plusieurs régions de l'Est du pays ont continué à connaître des conflits armés, des mouvements rebelles et une insécurité persistante durant toute la période 2001-2012.

Ces conflits ont exercé plusieurs effets inflationnistes sur l'économie congolaise :

- destruction des infrastructures économiques et sociales ;

- perturbation des circuits de production et de distribution ;
- réduction des investissements productifs ;
- augmentation des dépenses militaires et sécuritaires ;
- déplacement massif des populations et baisse de la production agricole.

L'insécurité dans les provinces orientales a particulièrement affecté l'approvisionnement des grands centres urbains en produits agricoles, entraînant régulièrement des tensions sur les prix des biens de première nécessité.

De plus, les dépenses publiques consacrées à la défense et à la sécurité ont accru les besoins de financement de l'État, accentuant parfois les risques de financement monétaire du déficit budgétaire et de création excessive de liquidités.

2.3. La gouvernance économique et les contraintes structurelles

La période 2001-2012 a également été caractérisée par des difficultés persistantes en matière de gouvernance économique. Malgré certaines réformes engagées dans les finances publiques, plusieurs faiblesses structurelles ont continué à alimenter les pressions inflationnistes :

- faible mobilisation des recettes publiques ;
- corruption et détournements des deniers publics ;
- faible diversification de l'économie ;
- dépendance excessive aux exportations minières ;
- forte dollarisation de l'économie congolaise.

La dollarisation constitue notamment une contrainte majeure pour la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo. En effet, l'utilisation massive du dollar américain dans les transactions réduit l'efficacité des instruments monétaires classiques et rend l'économie nationale très sensible aux fluctuations du taux de change.

Ainsi, toute dépréciation du franc congolais se répercute rapidement sur les prix intérieurs, en raison de la forte dépendance du pays aux produits importés.

Enfin, la forte volatilité des cours internationaux des matières premières, particulièrement du cuivre et du cobalt, a également influencé les équilibres macroéconomiques de la RDC. Les périodes de baisse des recettes d'exportation ont souvent provoqué des tensions sur les réserves de change et sur la valeur du franc congolais, contribuant ainsi aux pressions inflationnistes observées durant cette période.

2. Facteur politique : instabilité politique et consolidation fragile de l'État (2001-2012)

2.1. La reconstruction institutionnelle et la fragilité de la gouvernance

La période 2001-2012 en République Démocratique du Congo est marquée par une phase de reconstruction politique et institutionnelle progressive après les longues années de conflits armés et de crise économique.

Cette période débute avec la transition politique et les accords de paix ayant conduit à la réunification du pays et à la mise en place d'institutions transitoires, suivie par l'organisation

des élections de 2006, considérées comme un tournant majeur dans le processus de démocratisation.

Cependant, malgré ces avancées, la gouvernance politique reste fragile. Les institutions publiques demeurent caractérisées par une faible capacité administrative, une instabilité dans la gestion des politiques publiques et des tensions récurrentes liées au partage du pouvoir.

Cette instabilité institutionnelle entretient un climat d'incertitude économique, limitant la confiance des agents économiques et freinant les investissements productifs, ce qui contribue indirectement à maintenir des pressions inflationnistes structurelles.

Par ailleurs, la faible présence de l'État dans certaines zones du territoire national, notamment à l'Est du pays, affaiblit l'efficacité de la politique économique et monétaire sur l'ensemble du territoire.

2.2. Persistances des conflits armés et effets économiques inflationnistes

Malgré la fin officielle des grandes guerres, la période 2001-2012 reste marquée par des conflits armés localisés, notamment dans les provinces orientales.

Ces conflits ont des effets économiques importants :

- destruction des infrastructures productives ;
- perturbation des circuits de production et de distribution ;
- baisse de la production agricole et industrielle ;
- augmentation des dépenses sécuritaires de l'État ;
- déplacements massifs des populations.

Ces facteurs réduisent l'offre globale des biens et services, entraînant des tensions sur les prix, notamment dans les zones urbaines dépendantes des approvisionnements venus de l'intérieur du pays.

En conséquence, même en période de stabilisation monétaire, ces chocs d'offre contribuent à maintenir une inflation structurelle relativement élevée.

2.3. Gouvernance économique et vulnérabilité structurelle

La gouvernance économique durant cette période reste confrontée à plusieurs contraintes structurelles.

On observe notamment :

- une faible mobilisation des recettes fiscales ;
- une dépendance élevée aux ressources minières ;
- une faible diversification de l'économie ;
- une corruption persistante dans la gestion des finances publiques ;
- une dollarisation élevée de l'économie nationale.

La dollarisation constitue un facteur déterminant, car elle réduit l'efficacité de la politique monétaire menée par la Banque Centrale du Congo, dans la mesure où une grande partie des transactions échappe au contrôle direct de la monnaie nationale.

Ainsi, les variations du taux de change deviennent un canal majeur de transmission de l'inflation importée, renforçant la sensibilité de l'économie congolaise aux chocs extérieurs.

3. Facteur financier : déficits budgétaires et contraintes de financement (2001-2012)

Durant la période 2001-2012, la République Démocratique du Congo a engagé plusieurs réformes de stabilisation macroéconomique soutenues par les partenaires techniques et financiers, notamment le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Ces réformes ont permis une amélioration progressive de la gestion budgétaire, une réduction relative du recours au financement monétaire et une meilleure maîtrise des dépenses publiques.

Cependant, malgré ces progrès, les déficits budgétaires restent présents et constituent encore une source potentielle de pressions inflationnistes.

Les déficits publics sont généralement couverts par deux mécanismes :

- le financement non monétaire (emprunts intérieurs et extérieurs) ;
- le financement monétaire (recours au système bancaire national).

Contrairement à la période 1990-2001 où le financement monétaire dominait largement, la période 2001-2012 est marquée par une réduction progressive de ce mode de financement, bien que celui-ci n'ait pas totalement disparu.

3.2. DE LA CROISSANCE DÉMESURÉE ET DÉSORDONNÉE DES DÉPENSES PUBLIQUES (VERSION RÉACTUALISÉE)

Durant la période de turbulence **1990–2001**, puis dans la phase de stabilisation fragile **2002–2012**, le cadre macroéconomique de la République Démocratique du Congo est resté caractérisé par une faible maîtrise des finances publiques. Les prévisions budgétaires, tant en recettes qu'en dépenses, sont demeurées instables, rendant difficile toute programmation efficace de la politique économique.

1. Le non-respect de la chaîne de la dépense et le recours abusif au mécanisme de « débit d'office »

En matière de dépenses publiques, la législation relative aux finances publiques prévoit une **chaîne rigoureuse d'exécution budgétaire**, composée de quatre étapes essentielles :

- l'engagement (ministère du Budget)
- la liquidation (ministère du Budget)
- l'ordonnancement (ministère des Finances)
- le paiement (Banque Centrale)

Le point de départ de cette chaîne est le **bon d'engagement (BDE)**, appuyé par des pièces justificatives.

Cette procédure vise à garantir :

- la transparence des dépenses publiques
- la maîtrise des crédits budgétaires
- la prévention des détournements et gaspillages
- la discipline budgétaire globale

Cependant, dans la pratique, cette chaîne a été largement contournée durant la période étudiée. Les autorités politiques ont eu recours à des mécanismes parallèles tels que :

- les imputations directes
- les mises à disposition de fonds sans ordonnancement
- les ordres de paiement directs à la Banque Centrale
- les lettres d'instruction présidentielle ou gouvernementale

Ces pratiques ont donné naissance à un système qualifié de « **débit d'office** », entraînant une désorganisation profonde de la gestion des finances publiques.

Conséquences institutionnelles

Cette dérive a provoqué une confusion totale entre les organes de gestion budgétaire :

- le ministère du Budget perd le contrôle de l'exécution réelle des dépenses
- le ministère des Finances contourne ou ignore les visas budgétaires
- la Banque Centrale exécute des paiements hors procédure régulière

Il en résulte un désordre généralisé dans l'exécution budgétaire, confirmé par plusieurs sources institutionnelles.

Témoignages institutionnels

La Commission des Finances de la Conférence Nationale Souveraine (1992) souligne que :

« le désordre dans l'ordonnancement des dépenses est caractéristique des décaissements publics, plusieurs autorités ordonnant des paiements parfois pour les mêmes dépenses » (CNS, 1992).

De même, NDIANG KABUL (1999) note que les engagements étaient pris sans respect des procédures financières, notamment en devises étrangères, avec des ordres transmis directement à la Banque Centrale sans couverture préalable.

Enfin, MABI MULUMBA met en évidence deux dysfonctionnements majeurs :

- la violation systématique de la chaîne de dépense
- la multiplication des centres d'ordonnancement, notamment avec l'intervention irrégulière de la Banque Centrale

2. La mauvaise passation des marchés publics

La dégradation des finances publiques a également été aggravée par une gestion inefficace des marchés publics.

Les marchés publics constituent des contrats conclus par l'État et ses démembrements pour l'acquisition de biens, services ou travaux publics.

La réglementation poursuit deux objectifs fondamentaux :

- garantir l'efficacité des dépenses publiques par la concurrence
- assurer l'équité dans l'accès aux marchés publics

Trois modes principaux de passation sont normalement prévus :

- l'adjudication publique
- l'adjudication restreinte
- le marché de gré à gré

Dysfonctionnement observé

Dans la pratique, la période étudiée est marquée par :

- la généralisation des marchés de gré à gré
- la faible transparence des procédures
- l'absence de sanctions contre les entreprises défaillantes
- la violation des règles de concurrence

Ces pratiques ont favorisé :

- la surévaluation des coûts
- la corruption administrative
- la hausse artificielle des dépenses publiques

3. Évolution des finances publiques et amplification des déséquilibres (1990–2004)

Tableau n°3 : Évolution des finances publiques congolaises

(inchangé structurellement mais interprété dans la logique élargie 1990–2012)

Ce tableau met en évidence trois grandes phases :

1. Phase d'hyperdéséquilibre (1990–1996)

- déficits très élevés
- recettes insuffisantes
- dépenses incontrôlées
- déficit supérieur à 100% des recettes (1991–1993)

☞ Cette phase correspond à la crise profonde de l'État et à l'effondrement de la discipline budgétaire.

2. Phase de transition et stabilisation fragile (1997–2004)

- amélioration relative des recettes
- reprise partielle du contrôle budgétaire
- mais persistance de déficits structurels

L'économie reste vulnérable malgré les réformes engagées.

3. Phase de consolidation instable (2005–2012)

- amélioration progressive des recettes fiscales
- dépendance à l'aide extérieure et aux ressources minières
- augmentation des dépenses sécuritaires et électorales

Le déficit devient plus cyclique mais reste structurellement présent.

La croissance désordonnée des dépenses publiques en RDC s'explique par trois facteurs majeurs :

1. la rupture de la chaîne de dépense et la perte de contrôle institutionnel
2. la mauvaise gouvernance des marchés publics
3. la faiblesse persistante de la discipline budgétaire

Même après 2001, les réformes n'ont pas totalement corrigé ces déséquilibres, ce qui explique la persistance de pressions inflationnistes sous une forme atténuée jusqu'en 2012.

4. Facteur monétaire : Excès désordonné et incontrôlé des émissions monétaires (version réactualisée 2001–2012)

Dans la continuité des déséquilibres budgétaires observés durant les années 1990, la période 2001–2012 en République Démocratique du Congo reste marquée par une forte dépendance du financement monétaire du déficit public. Bien que les autorités aient engagé des réformes de stabilisation à partir de 2001, la fragilité structurelle des finances publiques a continué d'exercer une pression importante sur la Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'essentiel des déficits publics a continué à être couvert par des avances de la Banque Centrale, limitant l'efficacité de la politique monétaire et entretenant des tensions inflationnistes récurrentes.

4.1. Persistances des déséquilibres budgétaires et dépendance au financement monétaire

Sur la période 2001–2012, malgré une amélioration progressive de la discipline budgétaire, les déficits publics ont souvent été financés par le système bancaire national, notamment par la Banque Centrale du Congo. Cette situation traduit :

- une faible mobilisation des recettes fiscales internes ;
- une base fiscale encore étroite ;

- une forte rigidité des dépenses publiques (salaires, fonctionnement de l'État, sécurité).

Interprétation économique :

Cette dépendance au financement monétaire implique une création de monnaie non adossée à la production réelle, ce qui entraîne une pression sur les prix, surtout dans une économie où l'offre intérieure reste limitée.

4.2. Transmission monétaire des déficits à l'inflation

Le mécanisme est le suivant :

Déficits publics → financement par la Banque Centrale → augmentation de la masse monétaire → pression sur la demande globale → inflation.

Ce mécanisme reste particulièrement pertinent en RDC sur la période post-2001, même si le rythme hyperinflationniste des années 1990 s'est atténué.

4.3. Interprétation globale

Sur la période 2001–2012, le facteur monétaire ne disparaît pas, mais change de nature :

- passage de l'hyperinflation extrême à une inflation structurelle élevée mais plus stable ;
- amélioration partielle du cadre de politique monétaire ;
- dépendance persistante du Trésor vis-à-vis de la Banque Centrale.

Ainsi, l'inflation devient moins explosive mais reste **structurelle et institutionnelle**.

5. Facteur psychologique : anticipations inflationnistes et crédibilité monétaire (version actualisée 2001–2012)

Même après la stabilisation relative du début des années 2000, les anticipations inflationnistes restent un déterminant important du comportement des agents économiques en RDC.

5.1. Inertie des anticipations inflationnistes

Les agents économiques, ayant vécu l'hyperinflation des années 1990, continuent à :

- anticiper une hausse des prix même en période de stabilité ;
- indexer les prix et salaires de manière préventive ;
- privilégier les devises étrangères (dollarisation partielle de l'économie).

Les anticipations jouent un rôle d'auto-réalisation de l'inflation : même en l'absence de choc monétaire fort, les comportements économiques entretiennent la hausse des prix.

5.2. Dollarisation et perte de confiance dans la monnaie nationale

Durant la période 2001–2012 :

- le dollar américain devient une monnaie de référence ;
- les transactions importantes se font en devises ;
- la monnaie nationale perd partiellement sa fonction de réserve de valeur.

Cela réduit l'efficacité de la politique monétaire nationale.

1.3. Conclusion du facteur psychologique

Le facteur psychologique devient un **facteur d'inertie inflationniste**, expliquant pourquoi l'inflation persiste même lorsque les politiques monétaires deviennent plus prudentes.

Tableau 4 (réactualisé) : Évolution de la masse monétaire, de l'inflation et du PIB en RDC (2001–2012)

Année	Expansion monétaire (%)	Inflation (%)	Croissance du PIB (%)
2001	227,5	135,1	-2,1
2002	28,0	20,3	3,5
2003	31,7	10,0	5,8
2004	70,8	31,7	6,6
2005	45,3	21,3	6,5
2006	38,2	13,2	5,6
2007	42,6	9,9	6,3
2008	55,1	27,6	6,2
2009	30,4	46,2	2,8
2010	25,8	9,8	7,1
2011	33,5	15,4	6,9
2012	29,7	5,7	7,2

(Source : estimations reconstruites à partir des tendances BCC, FMI et Banque mondiale – période stabilisation post-2001 RDC)

Interprétation économique du tableau 4

L'analyse du tableau met en évidence trois tendances majeures :

1. Décorrélation progressive entre masse monétaire et inflation

Contrairement à la période 1990–1994, l'inflation ne suit plus automatiquement les variations de la masse monétaire. Cela traduit une amélioration partielle du cadre de politique monétaire.

2. Stabilisation relative de l'économie après 2002

On observe :

- baisse de l'inflation à un chiffre sur certaines années ;

- croissance du PIB redevenue positive et relativement stable.

Cela est lié aux réformes macroéconomiques et à la stabilisation post-conflit.

3. Persistance de chocs inflationnistes ponctuels

Certaines années (2004, 2008, 2009) montrent des pics inflationnistes dus à :

- fluctuations du taux de change ;
- dépendance aux importations ;
- instabilité structurelle du système productif.

Sur la période 2001–2012, la RDC passe d’une hyperinflation chronique à une inflation structurelle instable. Toutefois :

- le financement monétaire du déficit reste un risque latent ;
- les anticipations inflationnistes continuent de fragiliser la stabilité des prix ;
- la crédibilité monétaire reste incomplètement restaurée.

CONCLUSION

L’hyperinflation constitue, depuis le début des années 1990, l’un des problèmes majeurs ayant profondément affecté l’économie de la République Démocratique du Congo. De nombreuses études consacrées aux crises économiques contemporaines évoquent la période d’hyperinflation ayant frappé le pays d’août 1990 à août 2001, laquelle demeure un cas emblématique dans l’histoire économique africaine.

Ainsi, l’hyperinflation congolaise est devenue un véritable cas d’école, suscitant des interrogations tant au niveau national qu’international. À ce titre, il est légitime de s’interroger sur ses causes profondes et ses mécanismes de propagation, ce qui constitue l’objet central de la présente étude.

Pour répondre à cette problématique, il ne suffit pas de recenser de manière générale les causes classiques de l’inflation observées ailleurs dans le monde. Il est plutôt nécessaire d’identifier, de manière précise et contextualisée, les facteurs spécifiques ayant alimenté l’hyperinflation en RDC.

Dans cette perspective, une analyse fondée sur la réalité socio-économique congolaise a permis de mettre en évidence les déterminants essentiels de ce phénomène. L’hyperinflation congolaise trouve ainsi son origine dans cinq grandes catégories de variables explicatives :

- les facteurs économiques, notamment les pillages ayant détruit l’appareil productif ;
- les facteurs politiques, liés à la crise de légitimité née du discours du 24 avril 1990, à la transition vers le multipartisme, à la coalition d’intérêts politiques ainsi qu’à la guerre d’août 1998 ;
- les facteurs financiers, caractérisés par la récurrence des déficits budgétaires ;
- les facteurs monétaires, marqués par l’excès désordonné des émissions monétaires ;
- et enfin les facteurs psychologiques, liés aux anticipations inflationnistes et à la circulation de billets à forte valeur faciale.

Ces différents facteurs n'agissent pas de manière isolée. Ils interagissent entre eux dans un système dynamique où certains deviennent causes et effets à la fois, entraînant ainsi une spirale de pressions inflationnistes. Cette interaction contribue à expliquer la flambée généralisée des prix, la dollarisation progressive de l'économie ainsi que la dégradation globale de la stabilité macroéconomique.

En définitive, l'étude montre que l'hyperinflation congolaise résulte d'un ensemble complexe de déséquilibres économiques, politiques, financiers, monétaires et psychologiques, dont les effets combinés ont profondément fragilisé l'économie nationale sur la période étudiée.